

ITA

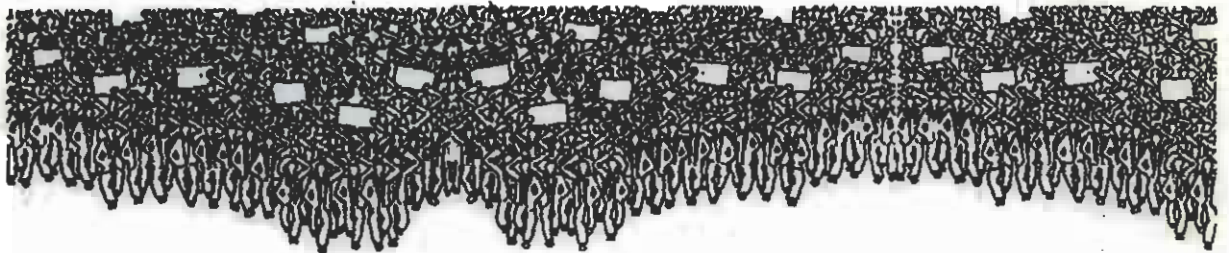
BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

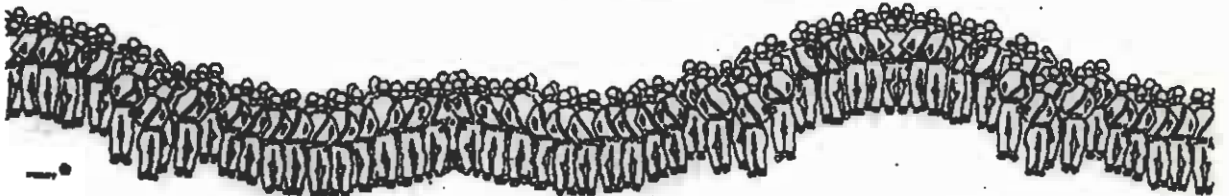
COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

Reproduction de nos articles
autorisée avec la mention de
la référence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - mars 1980
Français 41
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB



GREVE DE MASSE DANS TOUTE TURQUIE



ISTANBUL (ITA) - Suite à la décision prise par la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK), une série de grèves ont été lancées, impliquant près de 100.000 travailleurs dans l'industrie et dans le secteur public.

Au début de février 1980, suite à une réunion de ses organes administratifs et des conseils exécutifs des syndicats membres, la DISK avait décidé de s'insurger contre les récentes mesures économiques et politiques du gouvernement Demirel.

Exprimant leur détermination de se battre de la manière la plus efficace contre cette attaque des classes exploitantes contre les travailleurs, les dirigeants de la DISK ont annoncé que si c'était nécessaire, une grève générale serait lancée à travers toute la Turquie.

La DISK a aussi prévu d'autres actions telles que des grèves régionales, des grèves de soutien et de sympathie, des meetings de masse et des manifestations contre l'oppression et le traitement anti-démocratique des travailleurs. La première de ces actions a été menée avec succès lors de la résistance héroïque d'Izmir. Il s'agissait de protester contre le renvoi de 11.000 ouvriers au complexe agro-industriel TARIŞ, appartenant à l'Etat. (Voir: BULLEPIN, février 1980).

Parallèlement à la résistance d'Izmir, trois syndicats affiliés à la DISK ont annoncé qu'ils allaient mener des grèves dans leur secteur, qui couvre 71.500 travailleurs. Le Syndicat des Métallurgistes a décidé de faire grève le 3 mars dans 115 usines, ce qui concerne 35.000 ouvriers et le Syndicat Textile a commencé une grève le 17 février dans 77 usines, impliquant 30.000 personnes. Au cours de la même période, 6.500 employés des Turkish Airlines continuaient à faire grève sur les lignes intérieures et extérieures turques.

Bien que l'administration de l'autre confédération syndicale, TÜRK-İŞ s'oppose aux décisions de la DISK, l'un des syndicats les plus grands affilié à celle-là, le Syndicat des Travailleurs dans les Monopoles Alimentaires (TEK GIDA-İŞ) a entamé une grève le 21 février, avec l'appui de 64.000 ouvriers.

En plus, dans d'autres usines plus petites, 7.700 ouvriers affiliés à la Confédération TÜRK-İŞ et 1.700 affiliés à la Confédération DISK sont également entrés en grève.

En outre, la négociation de conventions collectives commencera bientôt pour 600.000 ouvriers travaillant dans les entreprises de l'Etat et il est possible que cela donne lieu à d'autres grèves.

Le Président du Syndicats des Employeurs de l'Industrie Textile, Halit Narin a déclaré: "Ces actions font partie de la stratégie de la DISK qui veut lancer une grève générale et elles ont des implications et des motivations idéologiques..."

Sur dénonciation des employeurs, le Procureur de la République a commencé l'instruction d'une enquête contre l'administration de la DISK pour avoir décidé la poursuite d'une grève générale. Le Commandant de la Loi martiale de la province d'Istanbul a publié un communiqué menaçant les syndicats de poursuites judiciaires s'ils enfreignent les lois et les règlements de la loi martiale.

VERS UN BLOCAGE DES SALAIRES

Tandis que les procureurs et les autorités de la loi martiale font appel à tous les moyens pour intimider les syndicats et envoient les véhicules blindés, l'aviation et les hélicoptères contre les travailleurs, le gouvernement Demirel obéissant à la suggestion du FMI, a commencé à étudier un nouveau projet de loi visant à bloquer pendant cinq ans tous les salaires.

Or, au cours de ces dernières années, le pouvoir d'achat a diminué fortement, suite à la hausse phénoménale des prix. Selon une étude publiée par le Service de Recherches de la DISK, voici une évaluation comparative des prix et des salaires des travailleurs qui souscrivent à la sécurité sociale:⁺

ANNEES	SALAIRE MENSUEL NET	INDEX DES SALAIRES NETS	INDEX DES PRIX	INDEX DES SALAIRES REELS
1970	365 TL	100.0	100.0	100.0
1971	948 TL	109.0	119.0	91.6
1972	1.034 TL	119.5	137.3	87.0
1973	1.228 TL	142.0	156.6	90.7
1974	1.491 TL	172.4	194.0	88.6
1975	1.778 TL	205.0	235.1	87.2
1976	2.248 TL	259.7	276.1	94.1
1977	2.759 TL	319.0	347.9	91.7
1978	3.648 TL	421.7	563.2	74.9
1979 (8 mois)	4.290 TL	496.0	812.6 ⁺⁺	61.0 (-%39.0)

+) Sur 17 million de personnes en âge de travailler, seuls 4.800.000 sont couverts par la sécurité sociale. Les autres ne bénéficient pas du salaire minimum garanti ni des programmes de sécurité sociale.

++) Récemment le Ministère du Commerce a fait savoir que les prix avaient augmenté de 63,9% en 1979. En plus, la lire turque a été dévaluée de 48,9% au début 1980.

ASSASSINATS++++++
 POLITIQUES +
 DU 18/2/1980 +
 AU 13/3/1980 +
 ----- +

ISTANBUL 54 +
 ANKARA 19 +
 DIYARBAKIR 8 +
 MERSIN 7 +
 URFA 7 +
 HATAY 6 +
 MARDIN 6 +
 SAMSUN 6 +
 MALATYA 5 +
 ORDU 5 +
 ADANA 4 +
 ANTALYA 4 +
 BURSA 4 +
 IZMIR 4 +
 KONYA 3 +
 MARAŞ 3 +
 TOKAT 3 +
 ARTVIN 2 +
 ERZURUM 2 +
 GAZIANTEP 2 +
 MANİSA 2 +
 TRABZON 2 +
 AYDIN 1 +
 BİNGÖL 1 +
 ÇORUM 1 +
 EDİRNE 1 +
 ESKİŞEHİR 1 +
 KAYSERİ 1 +
 SİVAS 1 +
 SİNOP 1 +
 UŞAK 1 +
 ----- +

TOTAL 167 +

4 MOIS +
 DE DEMIREL 873 +

TOTAL DE +
 4 ANNEES +
 ET 2 MOIS 3083 +

A cause de tous ces événements, la seule solution pour la classe ouvrière en Turquie est d'avoir recours à la grève, et si les autorités de la loi martiale et d'autres forces gouvernementales essaient de supprimer le mouvement par la violence, la résistance n'en sera que plus accrue.

LE BILAN DES 100 JOURS

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le premier ministre Demirel avait dit qu'il pourrait contrôler tous les problèmes catastrophiques de Turquie comme la violence politique, la flambée des prix, la raréfaction des biens. Mais comme l'a souligné Ecevit, le bilan des 100 jours de gouvernement de Demirel est une véritable banqueroute. Les assassinats politiques sont encore plus nombreux que par le passé, l'inflation a atteint un taux record et la Lire turque a perdu près de 50% de sa valeur. En outre, suite à une raréfaction croissante du fuel, la population souffre des rigueurs de l'hiver.

Les militaires ont accru leur autorité dans la politique de tous les jours et ont imposé au gouvernement des nouvelles mesures anti-démocratiques. La loi martiale a été renforcée et développée. Dernièrement, sous la pression des commandants militaires, le gouvernement a commencé à préparer un nouveau projet de loi prévoyant la création d'un régime d'urgence intermédiaire au cas où la loi martiale serait abolie.

Dans l'arène internationale, le gouvernement Demirel a accepté toutes les suggestions des impérialistes américains et a signé un accord militaire pour garantir le fonctionnement de 26 bases US en Turquie.

Tandis qu'un maximum de mesures est pris contre les forces démocratiques en Turquie, les "Loups Gris" du parti néo-fasciste MHP continuent leurs interventions, provocations et assassinats. Tout dernièrement, ils ont abattu un membre du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), Ahmet Demir (le 1er mars 1980) et deux membres de l'Association de la Jeune Avant-garde (GENÇ-ÖNCÜ), Naim Oguz et Osman Oguz (le 22 février 1980).

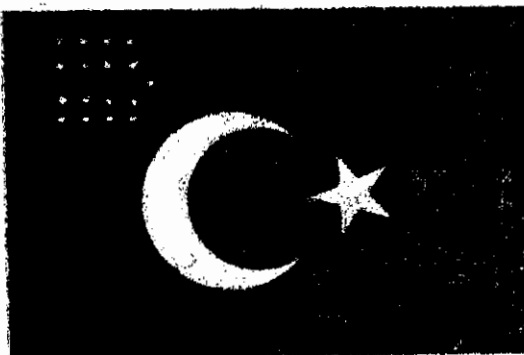
Des milliers de détenus et de prisonniers politiques sont incarcérés dans des conditions inhumaines.

SOLIDARITE AVEC LES FORCES PROGRESSISTES DE TURQUIE

Le Vice-président de la DISK Mukbil Zirtiloglu a demandé, lors de son passage à Bruxelles à la fin février, que les forces démocratiques d'Europe manifestent leur solidarité avec les forces progressistes de Turquie. Il a également déclaré que le mouvement syndical en Turquie serait plus fort si la demande d'affiliation de la DISK à la Confédération Européenne des Syndicats était acceptée. (C-M-ML-15/3)

DRAPEAU DE L'"ETAT TURC INDEPENDANT DE CHYPRE"

Encouragé par les dirigeants de Turquie, le chef despotique de la communauté turque à Chypre, Rauf Denktaş a manifesté l'ambition de proclamer un "état turc indépendant" et a même commandé un projet de drapeau pour le soi-disant "état indépendant". Le projet de drapeau est le même que celui de la République de Turquie. Les 17 petites étoiles dans le coin impliquent que le nouvel "état" sera le 17ème fondé jusqu'à présent par les Turcs. (M-DG-ML-26/11)



LA PRESIDENTE DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP) DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE

ANKARA (ITA) - La pression exercée sur les forces démocratiques de Turquie a atteint un tel niveau que la dirigeante d'un parti socialiste est poursuivie devant un tribunal militaire pour avoir prononcé un discours électoral.

Madame Behice Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a été accusée par le procureur militaire du Commandement de la Loi Martiale d'Ankara d'avoir "fait de la propagande pour le communisme dans ses discours électoraux pendant les élections locales du 14 octobre 1979".

Le Procureur militaire a également enquêté sur les discours de Türkeş, chef du parti néo-fasciste des "Loups Gris" et de Demirel, président du Parti de la Justice (AP) et actuel premier ministre. Il a cependant décidé par la suite qu'il n'y avait aucune violation de la loi dans leurs textes alors qu'il considère que Madame Boran est passible d'une peine de prison allant jusqu'à 7 ans et demi. Madame Boran est jugée par le Tribunal militaire du Commandement de la Loi Martiale d'Ankara en vertu de l'article 142 du Code Pénal turc établi suivant le Code Pénal de Mussolini en 1936.

Behice Boran, âgée de 70 ans a été et est toujours restée un des dirigeants à abattre pour les forces réactionnaires de Turquie. Soutenue par une personnalité courageuse et énergique, elle a consacré sa vie entière à la lutte contre le fascisme et à la cause de l'indépendance nationale et du socialisme.

Elle fait partie de ceux qui ont mené la lutte pour la démocratie pendant la sombre période du "seul chef - seul parti" entre 1923 et 1946. Elle mena cette lutte au moyen de périodiques intitulés "Le Pays et le Monde", "les Pas" publiés pendant toute cette période. Alors qu'elle enseignait à la Faculté des Lettres d'Ankara après avoir réussi un doctorat en sociologie à l'Université de Michigan aux USA, elle entreprit une analyse de la structure sociale turque et pour cela, devint un des objectifs principaux à abattre par l'offensive fasciste généralisée qui était menée par le pouvoir contre les membres progressistes du corps enseignant. Elle fut révoquée en 1946.

Elle devint alors présidente de l'Association des Amis de la Paix fondée en 1950. Pour avoir protesté contre l'expédition de soldats turcs en Corée, l'association fut immédiatement dissoute et ses dirigeants furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison. C'est en prison qu'elle accoucha de son fils unique.

Dans l'atmosphère relativement démocratique des années 60 Behice Boran retrouva ses droits politiques et en 1962, elle entra dans le Parti Ouvrier de Turquie, continuant ainsi sa lutte au coeur même de la seule organisation socialiste en Turquie.

Elle fut un des 15 députés représentant le Parti Ouvrier de Turquie au Parlement entre 1965 et 1969 et elle défendit toujours les intérêts des travailleurs.

Elue secrétaire générale du TIP en 1970, elle devint président après le 4ème congrès national au mois d'octobre de la même année.

L'année suivante, pendant la répression militaire, le Parti Ouvrier de Turquie fut interdit et tous ses dirigeants arrêtés et condamnés. La Présidente Behice Boran fut également condamnée à 15 ans d'emprisonnement et elle fut obligée de purger sa peine à Adapazarı dans des conditions inhumaines jusqu'en juillet 1974, date à laquelle elle avait été amnistiée avec d'autres prisonniers politiques.

Au moment de la réapparition du TIP le 1er mai 1975, son nom apparut comme membre fondateur et au cours de la première réunion, elle fut élue à l'unanimité à la présidence. Elle fut réélue à ce poste lors des congrès de 1977 et 1979.

L'année dernière, elle fut arrêtée à la tête de ses camarades, alors qu'elle protestait contre les interdictions de la célébration du 1er mai à Istanbul et elle fut condamnée à 25 jours de prison par une cour militaire.

PRESSION SUR LA PRESSE PROGRESSISTE ET DES INTELLECTUELS

ANKARA (ITA) - Les autorités de loi martiale et d'autres institutions d'Etat ont considérablement intensifié leur pression sur la presse progressiste et des intellectuels.

Le 19 février 1980, le Commandement de Loi martiale d'Istanbul a interdit la publication du quotidien socialiste Politika pour "avoir fait de la propagande pour le communisme et le séparatisme" et pour "avoir provoqué le peuple à désobeir aux lois". Le procureur militaire du même commandement a décidé également d'arrêter le rédacteur en chef du journal Osman İkiz et ses trois éditorialistes, Aydın Engin, Özlem Özgür et Akin Ergene.

D'autre part, le procureur de la République a confisqué trois numéros successifs de l'hebdomadaire socialiste YÜRÜYÜŞ et un numéro du quotidien progressiste DEMOKRAT. Les rédacteurs et éditorialistes de ces publications ont été également subis aux poursuites pour les accusations pareilles.

Les autorités recourent aussi aux méthodes violentes et arbitraires pour intimider les éditeurs des publications progressistes. Le 21 janvier 1980, quelques agents de police en civil ont fait une descente dans l'imprimerie où se préparait l'hebdomadaire Yürüyüş et saisi tous les matériels à imprimer.

L'administration des cheques postaux a bloqué le compte du même hebdomadaire et empêché l'utilisation des versements pour l'abonnement à celui-ci.

Les autorités de la loi martiale d'Ankara ont arrêté le 8 mars 1980 M. Muzaffer Erdost, éditeur de la maison d'édition SOL en vertu de l'article 142 du Code Penal turc et confisqué tous les livres qu'ils considèrent de la propagande pour le communisme. La maison d'édition SOL est l'une des plus anciennes et distinguées des éditions progressistes en Turquie. Les oeuvres principales de Marx, Engels et Lénine ont été publiées par cette maison d'édition.

(C-M-DG-9/3)

UN FILM TURC PRIME INTERDIT EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Un film turc appelé "Düşman" (Ennemi) qui a été décerné par l'Organisation Internationale du Film Catholique au Festival de Berlin cette année, a été interdit en Turquie par la Censure turque.

Le film est basé sur le drame des pauvres gens en Turquie qui souffrent de chômage, des problèmes sociaux et de la vendetta. Le jury a récompensé le film pour son scénario qui "reflète avec brio la vie sociale et les valeurs humaines."

(H-C-DG-ML-7/3)

UN MAIRE JUGE POUR SEPARATISME

DIYARBAKIR (ITA) - Le maire de la ville de Diyarbakir, Mehdi Zana, a été jugé par le tribunal militaire des provinces du sud-est pour "avoir fait de la propagande pour le séparatisme". Le procureur militaire l'a accusé de parler des droits du peuple kurde en Turquie, alors qu'il avait déjà été en prison pour des faits similaires il y a quelque temps.

Diyarbakir est une des villes du sud-est où la grande majorité de la population est d'origine kurde. Historiquement, cette ville est considérée comme le centre du Kurdistan en Turquie.

Mohdi Zana a été élu maire fin 1977, comme candidat indépendant, avec le soutien de différents groupes politiques kurdes.

Le Code Pénal Turc interdit de parler de l'existence du peuple kurde en Turquie et de défendre leurs droits fondamentaux.

(M-DG-ML-19/1)

DES DIRIGEANTS DE L'ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS POURSUIVIS PAR LES MILITAIRES

ANKARA (ITA) - Le procès du président et d'autres dirigeants de l'Association de Tous les Enseignants de Turquie (TÖB-DER) a commencé le 2 mars 1980 devant le tribunal militaire du Commandement de la Loi Martiale d'Ankara.

Le Président Gültekin Gazioglu et ses 18 collègues sont accusés "d'avoir fait de la propagande pour le communisme et le séparatisme, d'avoir violé les lois sur les associations". La peine réclamée est de 10 ans de prison.

Six personnes ont été relâchées lors de la première audience, et les autres lors de la seconde. Nonobstant, le procès continue.

L'Association a été interdite par la Loi martiale ainsi que d'autres organisations démocratiques telles que POL-DER, TUM-DER, TUTED, GENÇ-ÖNCÜ, İGD, İKD, etc. (C-M-H-DG-ML-14/3)

ENQUETE SUR LE PARTI D'ECEVIT POUR SON AFFILIATION A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

ANKARA (ITA) - Les services du Procureur de la République ont demandé au Parti Républicain du Peuple (CHP), parti social-démocrate de l'ancien premier Bülent Ecevit, des informations détaillées sur les liens du Parti avec l'Internationale Socialiste, la nature de l'IS et l'histoire du CHP au sein de l'IS.

Le Parti Républicain du Peuple a rejoint l'Internationale Socialiste en 1978 et le Président Ecevit a assisté à sa réunion annuelle qui a eu lieu à Vienne en février 1980.

Le bureau du Procureur de la République a également déclaré que l'enquête avait démarré suite à une dénonciation du MHP, le parti néo-fasciste du Colonel Türkeş. Le dénonciateur a souligné que la loi sur les partis politiques interdit à tout parti politique turc des relations avec l'étranger et comme le CHP a établi des relations étroites avec l'IS, il devait être condamné par la Cour Constitutionnelle.

Néanmoins, après avoir étudié la réponse du Secrétaire Général du CHP, le procureur de la République a décidé qu'il n'y avait aucune raison d'entamer des poursuites contre le Parti et que l'affiliation à l'IS n'était pas une violation de la loi. (C-M-H-DG-14/3)

LE PARTI DE LA JUSTICE DEVELOPPE SES RELATIONS EN ALLEMAGNE FEDERALE

BONN/ANKARA (ITA) - Lors de sa récente visite en Allemagne fédérale, le leader de l'opposition social-démocrate Bülent Ecevit a accusé le Parti de la Justice (AP), parti de droite du Premier Ministre Demirel et le Parti d'Action Nationaliste (MHP), parti du Colonel Türkeş de transporter la violence politique de Turquie en Allemagne.

En fait, le parti néo-fasciste de Turkes s'est organisé sous différentes formes en Europe depuis 1974. Actuellement, toutes les branches de ce parti en Europe sont affiliées à un centre à Francfort. En ce qui concerne le AP, et compte tenu du fait que ses propres sympathisants s'en allaient vers le MHP, Demirel a décidé de l'organiser en Allemagne fédérale. Les organisations parallèles du AP en Allemagne sont appelées "Associations des Turcs Libres" et activement soutenues par le Parti Démocrate Chrétien (CDU).

Le 7 février 1980, une délégation du CDU a fait une visite en Turquie et a tenu des réunions avec Demirel et d'autres dirigeants du AP.

Au sein d'organisations internationales comme le Conseil de l'Europe, le AP apparaît dans le même groupe politique que le CDU. (C-M-H-DG-ML-8/2)

L'ALLEMAGNE FEDERALE MONTRE UN INTERET CROISSANT POUR LA TURQUIE

ANKARA/BONN (ITA) - Le Chancelier allemand Helmut Schmidt a répété une fois de plus à New York que l'Allemagne fédérale considère la Turquie et le Pakistan comme "des pierres angulaires des positions occidentales" et a promis d'étendre son aide à ces 2 pays.

Cette nouvelle déclaration du dirigeant allemand arrive juste après la divulgation du fait que les USA vont limiter leur aide à la Turquie cette année à 200 millions de dollars, suite à une réduction du budget des dépenses qui se monte à 20 milliards de dollars.

Au cours de ces dernières semaines, le ministre des Finances allemand Mathoefler, coordinateur du programme d'assistance de l'OCDE à la Turquie, a pris contact avec toutes les capitales européennes dans le but d'accroître l'aide accordée au partenaire le plus défavorisé de l'OTAN.

Mais, contrairement aux prévisions de 1.1 milliards ou 1.2 milliards de dollars que l'OCDE devait accorder cette année, la décision des USA de réduire son aide n'encourage pas les partenaires de l'OCDE à maintenir leur aide.

Le gouvernement turc met maintenant tous ses espoirs sur l'Allemagne Fédérale.

Des tanks Léopards pour la Turquie et des accords touristiques germano-turc

Les conversations concernant l'octroi de tanks léopards allemands à la Turquie ont commencé à Bonn le 4 mars 1980. Selon le quotidien allemand "Die Welt", la production des tanks Leopard-1 qui avait été arrêtée l'année dernière, recommencera cette année et près de 60 à 70 tanks seront envoyés en Turquie.

D'autre part, l'accord germano-turc de coopération dans le domaine du tourisme a été signé à Bonn le 3 mars 1980. Il y aura une coopération dans le domaine de l'investissement touristique, de la formation du personnel, et dans la gestion des installations touristiques.

Au début du mois de janvier 1980, une délégation d'industriels allemands conduite par le docteur Schafers, président du gigantesque groupe Thyssen avait eu des contacts avec des membres du gouvernement turc à Ankara en vue de réaliser toute une série de projets en Turquie.

Un groupe industriel fondé par Thyssen et par le gros holding financier turc Eczacıbaşı et appelé TURK-INVEST travaille actuellement sur trois projets: un projet alimentaire, un projet touristique et un projet immobilier. (C-DG-ML-8/3)

DEFICIT COMMERCIAL RECORD POUR LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - La Turquie aura un déficit commercial record cette année, 4,3 milliards de dollars. Voilà ce que révèle une prévision gouvernementale, publiée dans le Journal Officiel. Le programme 1980 prévoit 7,5 milliards de dollars pour les importations et 3,2 milliards de dollars pour les exportations.

Le gouvernement espère que les travailleurs turcs enverront 1,5 milliards de dollars de l'étranger et que les revenus des devises étrangères atteindront 650 millions de dollars. Il semble donc que le déficit de cette année atteindra 3,45 milliards de dollars.

En outre, la Turquie a des dettes qui viennent à échéance en 1980, et ce pour un montant de 2,5 milliards de dollars.

Pour que l'économie survive, il est donc nécessaire d'obtenir une aide étrangère et des crédits pour une somme de 4,65 milliards de dollars. Les restrictions des importations de l'an passé conjuguées avec le prix du pétrole sans cesse croissant entraînent comme conséquence une diminution de la production ./.

industrielle turque, qui ne travaillait plus qu'à 30% de sa capacité à la fin 1979. En prenant de nouvelles mesures économiques, le gouvernement espère importer pour 2,5 milliards de dollars de marchandises supplémentaires cette année.

Evasion d'or turc à l'étranger

Les lingots d'or, introduits en contrebande en grandes quantités jusqu'à il y a peu, sont maintenant envoyés hors de la Turquie à cause du prix sans cesse croissant de l'or. La diminution des liquidités ainsi que le prix élevé de l'or entraînent les gens qui possèdent des bijoux à les convertir en liquidités. Les bijoux sont alors fondus, transformés en lingots et expédiés frauduleusement à l'étranger par 25 kilos.

Les chiffres exacts ne sont pas disponibles mais les experts pensent que les bijoux en or appartenant à des particuliers représentent 22,5 milliards de dollars, assez pour payer la dette étrangère totale de la Turquie qui dépasse 16 milliards de dollars. (C-DN-DG-ML-29/2)

LE HOLDING FINANCIER DE L'ARMEE TURQUE EXPORTE DES VOITURES

ANKARA (ITA) - Les usines OYAK-Renault, qui appartiennent au holding financier OYAK des officiers de l'armée turque ont l'intention d'exporter 2.000 voitures en 1980. Lors d'une conférence de presse qu'il a tenue pour célébrer le 10^{ème} anniversaire des usines OYAK-Renault, le président du conseil d'administration, le professeur Ali Bozer a déclaré que 42% des voitures fabriquées en Turquie étaient des Renault. La production automobile totale s'élève à 403.000 voitures.

OYAK-Renault a été créée en 1969 avec un capital de 50 millions de Lires dont 42% appartient au Fonds d'assistance mutuelle des Forces armées (OYAK), 40% à la Régie Renault. Le reste est partagé entre des firmes turques et françaises. Le capital a atteint aujourd'hui 635 millions de Lires turques.

On a déjà commencé à livrer 700 voitures à des pays africains.

Le plan quinquennal prévoit que 45.000 voitures seront produites en Turquie en 1980, dont 21.000 le seront par OYAK-Renault. (DN-DG-ML-3/1)

ATTRAITES SUPPLEMENTAIRES POUR LE CAPITAL ETRANGER EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Les nouvelles mesures légales concernant le capital étranger, qui apportent un changement radical aux règlements jusqu'ici en vigueur pour attirer le capital étranger, sont devenues effectives le 25 janvier et un bureau spécial, dépendant du cabinet du premier ministre a été créé.

L'éventail des avantages dont bénéficient les secteurs qui acceptent des capitaux étrangers a été élargi par les nouvelles réglementations de 1980. Selon ces nouveaux règlements, les investisseurs étrangers peuvent investir dans les domaines suivants: agriculture, mines, industrie alimentaire, textile et prêt-à-porter, produits forestiers, industrie chimique, acier, métaux non-ferreux, véhicules à moteur, objet métalliques, matériel industriel et électrique, turbines à vapeur, eau et gaz, appareils de mesure et de contrôle, appareils et équipement optique, machines-outils et appareillage électronique, aviation, hélicoptères et moteurs diesel.

Etant donné qu'une certaine partie de la production est exportée, les investisseurs étrangers pourraient bénéficier de réductions de droits de douane, de diminutions d'impôts, d'un quota à l'investissement et de facilités de crédit privé.

Les chefs des missions étrangères à Ankara ont en général répondu positivement à ces nouveaux règlements, mais ils ont cependant souligné que certaines mesures sont insuffisantes. Ils exigent par exemple une exemption d'impôts pendant 5 ou 6 ans si le gouvernement veut accélérer les investissements étrangers.

(DN-M-C-DG-ML-1/3)